

**ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ : DE L'ENCASTREMENT AU  
DÉSENCASTREMENT**, Dotsè Charles-Grégoire ALOSSE (Université de Kara),  
Akatem KOUNASSI (Université de Lomé) – Togo  
charles.alosse@gmail.com / kounassiakatem@gmail.com

**Résumé**

Le désencastrement de l'économie de la société est la désintégration de l'économie des relations sociales pour se rendre autonome, Ce qui renvoie à une économie indépendante de la structure sociale. Mais la différence qu'on observe entre les sociétés antiques et les sociétés modernes est que dans les premières, l'économie était incluse dans les relations sociales alors que dans les secondes elle s'est constituée en sphère autonome. L'enjeu de cet article consiste à voir si cette séparation est naturelle ou institutionnelle et si elle est fructueuse pour les relations économiques et sociales afin de déterminer l'origine de cette séparation et de repenser le rétablissement de la relation entre l'économie et la société. Alors que les libéraux interprètent ce désencastrement par un ordre naturel et conçoivent l'économie comme susceptible d'évoluer et de devenir un marché autorégulateur, les communautariens expliquent cette séparation par un acte délibéré et montrent que l'économie ne peut évoluer en dehors de la société et lui rendre un service noble. Les résultats révèlent que cette séparation est artificielle et désastreuse pour l'humanité.

**Mots clés** : Désencastrement, économie, encastrement, justice, société.

**ECONOMY AND SOCIETY: FROM EMBEDDING TO DE-CASTRATION**

**Abstract**

The disentanglement of the economy of society is the disintegration of the economy of social relations to make itself autonomous, which refers to an economy independent of the social structure. But the difference between ancient and modern societies is that in the former, the economy was included in social relations while in the latter it was constituted in an autonomous sphere. The challenge of this article is to see whether this separation is natural or institutional and whether it is fruitful for economic and social relations in order to determine the origin of this separation and to rethink the restoration of the relationship between the economy and society. While the Liberals interpret this disenchantment by a natural order and conceive the economy as likely to evolve and become a self-regulatory market, the communitarians explain this separation by a deliberate act and show that the economy cannot evolve outside society and render it a noble service. The results reveal that this separation is artificial and disastrous for humanity.

Keywords: Disentanglement, economy, embedding, justice, society.

**Introduction**

La question du rapport entre l'économie et la société se pose soit en termes d'inclusion de l'une dans l'autre, soit en termes de désintégration de l'une à l'autre. Dans ce dilemme, définir l'économie par rapport à la société et, inversement, concevoir la société par rapport à l'économie ne permettent pas d'emblée d'avoir un corpus théorique unifié. De façon générale l'économie est l'activité humaine qui consiste à produire, distribuer, échanger et consommer des biens et services sociaux,

tandis que la société désigne tout groupement d'individus, dépendant les uns des autres et agissant selon des schèmes communs. Dans ce sens, l'on ne peut parler de société sans évoquer ce que l'individu produit en son sein en coopération avec les autres. Mais en partant du concept de la « main invisible » d'A. Smith (2002), certains libéraux classiques et même néolibéraux estiment que l'économie est appelée à évoluer sans l'intervention délibérée d'une autorité extérieure à elle. L'économie libérale ou le marché autorégulateur s'ajuste naturellement au point que toute intervention extérieure compromettrait son évolution normale et bouleverserait aussi l'ordre social. L'économie et la société apparaissent sous cet angle libéral comme deux domaines distincts, séparables ; d'où l'idée du « désencastrement » de l'économie vis-à-vis de la société. Cependant, l'étude anthropologique des sociétés primitives et modernes menée sur ce sujet par certains philosophes, sociologues, anthropologues et économistes, notamment K. Marx (1976), M. Weber (2002), M. Mauss (2002) et K. Polanyi (1983), montre que l'économie est une activité sociale inséparable des autres, et que sa déconnexion de la société produit des inégalités et des comportements économiques à l'instar des crises socioéconomiques, des rivalités entre les États, des crimes économiques et financiers entre autres.

Dès lors le problème qui se pose est celui du désencastrement social de l'économie et de sa transformation en économie de marché. La question principale est la suivante : le désencastrement de l'économie de la société est-il naturel ou artificiel ? Cette question fondamentale suscite trois autres questions spécifiques suivantes : Quelle est la place de l'économie dans la société ? Comment l'économie s'est-elle désencastree de la société pour devenir l'économie de marché ? Que faire pour réduire les inégalités qui dérivent du désencastrement de l'économie vis-à-vis de la société ? Notre hypothèse est que le désencastrement social de l'économie est d'ordre artificiel et par conséquent institutionnel. Il en découle trois autres hypothèses spécifiques. La première est que l'économie est une activité foncièrement encastree dans la société. La deuxième est que l'économie s'est désencastree vis-à-vis de la société de manière institutionnelle et sa transformation en économie de marché a provoquée des inégalités sociales. La troisième est que pour réduire les inégalités consécutives à l'économie de marché, il faut ré-encastree l'économie dans la société.

Cette contribution s'articule autour de trois points : d'abord l'économie dans les sociétés anciennes montre comment l'économie et la société étaient intégrées. Ensuite, l'économie dans les sociétés modernes présente l'itinéraire de l'autonomie des activités économiques séparément des activités sociales. Enfin, le ré-encastrement de l'économie dans la société opère une synthèse entre l'économie substantive des sociétés anciennes et l'économie libérale des sociétés modernes.

## **1. L'économie dans les sociétés anciennes**

Dans les sociétés anciennes, dites primitives ou archaïques, l'économie était encastree dans les relations sociales. L'expression d'« encastrement » de l'économie dans la société est de K. Polanyi (1983). Elle décrit la manière dont l'économie était insérée dans les autres activités sociales dans les sociétés antiques. L'économie était une activité sociale et n'était pas indépendante de la société. L'activité économique est donc une dimension de l'activité sociale. En d'autres termes, c'est la société qui, en son sein, portait l'économie. Les sociétés antiques, souvent qualifiées

d'aristocratiques, étaient sans doute hautement hiérarchisées mais l'économie était intégrée aux autres activités et son mobile reposait sur la solidarité et non sur la poursuite du gain. Ces sociétés étaient sans doute inscrites dans un système d'honneur hiérarchique dont l'unité sociale était l'objectif ultime à atteindre. Dans ces sociétés anciennes, aucune activité n'était détachée de l'ensemble. Il s'agissait de sociétés holistes où toutes les activités étaient fusionnées et formaient un tout.

Selon la description qu'Aristote (2008) fait de l'organisation sociale des sociétés anciennes, le monde économique était indistinct du monde social. L'économie était intégrée dans la société qui, dans son ensemble, vient de la nature. La conception aristotélicienne de l'économie diffère de celle des économistes libéraux classiques et même des néolibéraux. Chez ceux-ci, ce sont les intérêts personnels qui poussent les hommes à l'association et ces intérêts poursuivis finissent par les socialiser. Pour Aristote (2009, chap. I, § 13), au contraire, les hommes portent naturellement une dimension communautaire en eux. La nature les pousse instinctivement à « l'association politique » à cause de leurs aptitudes limitées. Seule la solidarité permet à chacun de compléter les insuffisances de ses aptitudes naturelles pour pourvoir à ses multiples besoins. C'est pourquoi selon Aristote, contrairement aux libéraux pour qui l'homme est par nature un être économique, l'homme est un « animal politique ».

Ainsi, pour les Grecs en général, ce sont les faiblesses qui solidarisent les hommes. Ceux-ci se regroupent pour coopérer et se compléter. La solidarité prévaut sur l'intérêt personnel. Par conséquent, la société ne résulte pas des aventures commerciales ou économiques. Elle est un tout. Elle contient l'économie et celle-ci est, dès lors, incluse dans la société. L'économie est la science domestique renvoyant à la science de la possession, à l'administration domestique ou encore à l'art d'acquisition pratique des biens. L'étymologie du mot le précise davantage. Le mot économie provient de deux racines grecques, *oikos* qui signifie la maison, et *nomos* qui veut l'administration ou gouvernement. S'occuper de l'économie dans les temps antiques, revenait donc à veiller à la bonne organisation de la maison, à toutes les activités où l'on produit pour son propre usage ou celui de ses proches. L'économie n'était pas une activité marchande mais une activité d'usage. La production n'était pas destinée à la vente, mais à la subsistance.

Dans la perspective aristocratique, l'économie n'a pas apparu comme une machine qui s'autorégule, une science autonome par rapport à la société. Même dans la modernité aussi certains auteurs ne concevaient pas l'autorégulation de l'économie et son indépendance par rapport à la société. Max Weber (2002) est l'un des premiers historiens modernes de l'économie à critiquer la mise à l'écart de l'économie dans sa forme primitive de solidarité sous prétexte que cette forme d'économie était sans rapports avec des sociétés civilisées. Cette conception wébérienne qui consolide les bases différentielles que J.-J. Rousseau (1971) avait établies sur les civilisés et les « non civilisés » a été approuvée par les travaux de l'anthropologie sociale. Car dans les sociétés antiques et médiévales dominées par les travaux artistiques et où on a vu apparaître la charrue qui marque pour la première fois l'avènement de l'industrialisation, la psychologie de l'homme n'était pas axée sur un intérêt d'ordre économique mais plutôt sur un intérêt d'ordre social. Les relations sociales de l'homme englobent, en règle générale, son économie. En

d'autres termes, l'économie n'est pas, de tout temps, séparée des autres formes d'activités sociales.

L'homme primitif, agissait de manière, non pas à protéger son intérêt ou à posséder les biens matériels, mais à obtenir le code d'honneur, le prestige social et à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux. Historiquement, le déclin de la société hiérarchique est dû à l'émergence de la société moderne où l'économie cherchait à s'affirmer en rompant avec les exigences de la société. J.-J. Rousseau (1971) admire pour cela avec nostalgie comment les législateurs de l'Antiquité prenaient soin d'attacher les citoyens à leur patrie par l'organisation des jeux publics avec lesquels aux acclamations de toute la Grèce, on couronnait les vainqueurs dans leurs jeux qui, portèrent leur courage et leurs vertus à ce degré d'énergie.

Cela montre que dans la Grèce antique tout était social. En exemple, ces jeux, fêtes et autres cérémonies publiques, organisés en plein air, faisaient des Antiques des sources du patriotisme et de la vertu, et maintenaient le lien social, puisque lors de ces jeux, fêtes et cérémonies publics, tous les citoyens étaient à la fois spectateurs et acteurs. Le contraste naît avec les offices religieux actuels dans les églises et surtout avec le théâtre moderne, qui se joue non plus en plein air, mais dans les salles fermées où l'on doit payer pour entrer, et qui met en scène une catégorie spéciale de professionnels faisant des représentations pour les autres, en vue de l'intérêt et du gain.

L'exploration des prestations sociales pacifiques en vue de comprendre le fait social et le fait économique n'a pas fait l'exclusivité d'une discipline. Elle a concerné aussi et surtout l'anthropologie qui s'est spécialisée dans l'étude des sociétés dites anciennes ou archaïques. À cet égard, les recherches sur les prestations de ces sociétés sont menées principalement par M. Mauss (2002). Les conclusions auxquelles celui-ci aboutit montrent que ces sociétés nouaient des alliances économique-sociales indissociables.

Dans les sociétés anciennes comme la Polynésie, la Mélanésie, le Nord-ouest américain, etc., aucune activité n'était isolée du reste. Les prestations dans ces sociétés primitives reposaient sur le principe du don, du contre-don, et surtout sur la réciprocité. Avec ce principe, l'esprit qui guide l'échange est un esprit de solidarité, de coopération, de cohésion sociale, d'estime sociale. C'est cet esprit qui fait de l'économie une activité encadrée dans la société. Il va se métamorphoser en esprit capitaliste dans la modernité et se désencadrer des autres activités sociales. La société est gérée comme appendice ou auxiliaire du marché. Au lieu que l'économie reste encadrée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encadrées dans le système économique.

L'économie sociale a perdu ses qualités naturelles dont la solidarité, le secours, la subsistance ou la survie. La place naturelle de l'économie est donc à l'intérieur de la société et non hors d'elle. Mais pour K. Polanyi (2007), la théorie libérale selon laquelle la séparation de l'économie vis-à-vis de la société est naturelle et porteuse de soulagement pour tous est erronée. À partir de l'approche comparative, celle qui permet de comparer le mode de vie ou les prestations des sociétés anciennes avec celles qui sont en cours dans les sociétés actuelles, il constate à l'instar de Mauss, de Marx et Engels et de Weber que le marché autorégulateur est une construction humaine dans la modernité. L'autonomie de l'économie vis-à-vis

de la société est le produit d'une croyance collective, d'une prophétie réalisée, et non pas le résultat d'un progrès réel, ce qui explique ses conséquences funestes du point de vue de l'accentuation des inégalités sociales.

## **2. L'économie dans les sociétés modernes**

Dans les sociétés modernes, il y a une séparation entre l'économie et la société. Le désencastrement de l'économie désigne cette séparation de l'économie vis-à-vis de la société. Karl Polanyi utilise ce concept (1983, p. 71) pour exprimer comment l'économie qui était encadrée, insérée dans les relations sociales dans l'Antiquité, s'est dissociée pour se constituer en un « système autorégulateur de marchés », en un marché concurrentiel ou en une économie marchande autonome. Le désencastrement de l'économie est donc la dé-socialisation ou l'autonomisation de l'économie des institutions sociales pour se soumettre aux lois du marché.

Une démarche comparative permet de saisir l'origine du désencastrement de l'économie de la société. L'économie est devenue un secteur dominant de la société par rapport à la culture ou à la politique au fur et à mesure que le marché et le capitalisme se développent en invisibilisant une grande partie de la civilisation matérielle que F. Braudel (1979, p. 409) nomme « économie du rez-de-chaussée ». F. Braudel (1979, p. 409), précise qu'en Europe, « l'économie en développement rapide a pris assez souvent le pas sur les autres secteurs à partir du XI<sup>e</sup> ou du XII<sup>e</sup> siècle, plus sûrement encore à partir du XVI<sup>e</sup> ; elle les a obligés à se définir par rapport à elle et cette primauté qui s'affirme, nul doute que ce ne soit une des racines de la modernité précoce de l'étroit continent ». Cependant, ce XVI<sup>e</sup> siècle est chez K. Marx, M. Weber et K. Polanyi celui des prémices de l'économie libérale.

Karl Marx (1976) a pu dater l'avènement de la formule du capital sur laquelle fonctionnent les sociétés modernes en estimant que « la circulation des marchandises est le point de départ du capital. Il n'apparaît que là où la production marchande et le commerce ont déjà atteint un certain degré de développement. L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes au XVI<sup>e</sup> siècle » (K. Marx (1976, p. 115). Ce siècle correspond au déclin de la société hiérarchique et à l'émergence de la société démocratique où l'économie cherchait à s'affirmer en rompant avec les exigences de la société, à l'ouverture d'un nouveau marché vers l'Amérique, aux grands voyages ou aux grandes découvertes. Il marque également le début de la traite négrière, de l'échange des humains contre les marchandises ou les objets. K. Marx (1976, p. 115) précise que « si nous faisons abstraction de l'échange des valeurs, c'est-à-dire du côté matériel de la circulation des marchandises, pour ne considérer que les formes économiques qu'elle engendre, nous trouvons pour dernier résultat l'argent. Ce produit final de la circulation est la première forme d'apparition du capital ». Le capital est né avec l'esprit de prendre plus qu'on a reçu. L'esprit d'intérêt est né au XVI<sup>e</sup> siècle et marque l'avènement du système capitaliste. Cet esprit ne gouvernait pas les sociétés primitives qui pratiquaient un échange de consommation sans rationalité économique.

Cela amène Weber à s'interroger sur les différents types d'esprit qui ont prévalu dans le domaine économique. Il parvient à distinguer trois esprits : l'esprit du précapitalisme à l'état des choses naturelles, l'esprit du capitalisme protestant ou à sa naissance et l'esprit du capitalisme libéral ou moderne. Le premier est caractérisé par son traditionalisme et une absence de rationalité dans l'organisation

du travail. Et en cela, il fut un frein majeur à l'expression et à l'extension du capitalisme dans sa version libérale. Le deuxième, l'esprit du capitalisme à l'origine, avec les protestants, était caractérisé par une organisation rationnelle du travail et était guidé par les valeurs éthiques précitées. C'est dans le troisième, c'est-à-dire le capitalisme moderne qu'on remarque que ces vertus sont des maximes égocentriques agrémentées de morale.

En examinant l'institutionnalisation de l'activité rationnelle en Occident, Weber parvient au constat que l'économie capitaliste et l'État bureaucratique moderne fonctionnent non pas sur la raison axiologique mais sur la rationalité instrumentale. Les deux visent des intérêts à partir de la raison instrumentale instituée. Weber développe le procès de la rationalisation pour manifester l'apogée de la raison instrumentale instituée socialement dans l'économie capitaliste et l'État. Ainsi, la raison-calcul, autre nom de la raison instrumentale, prenant le dessus sur la raison normative qui socialise, a envahi toutes les activités humaines, désenchanté le monde et par conséquent bouleversé l'ordre social. Il s'ensuit que le désencastrement de l'économie de la société est de nature artificielle et non naturelle. La naissance de cette économie est favorisée par la rationalité méthodique dans le travail et l'esprit du gain. Cet esprit a favorisé surtout la marchandisation du travail qui était depuis réduit à la production de subsistance ou de consommation. Il n'existe alors rien de spontané, de naturel, du *kosmos* dans la scission entre l'économie et la société.

Ces trois esprits représentent, pourrait-on dire, les trois sociétés historiques décrites par Marx et Engels dans *L'idéologie allemande*. L'esprit précapitaliste, caractérisé par l'absence de la rationalité dans le travail, peut correspondre chez Marx aux sociétés antiques où prédominait le communisme ou l'absence de propriété privée. Les hommes étaient guidés en ce moment par l'instinct ou l'irrationalité et non la rationalité. L'esprit capitaliste originel, né au début du XVI<sup>e</sup> dans la religion protestante, peut marquer la fin des sociétés féodales où l'élevage et le commerce étaient pratiqués et où la propriété était collective. L'esprit du capitalisme moderne ou libéral, né au XIV<sup>e</sup> siècle, peut caractériser les sociétés capitalistes dominées par la lutte des classes, la propriété privée et la recherche de l'intérêt.

Ces analyses de Marx et Weber donnent une vue objective à celles de Marcel Mauss. Il se dégage que l'origine de l'émergence de l'économie libérale ou de marché remonte au XVI<sup>e</sup> siècle. À l'instar de Max et de Weber, K. Polanyi (2007) s'est appesanti sur la nature du désencastrement de l'économie vis-à-vis de la société. Même s'il ne découpe pas l'histoire des sociétés comme le fait Marx et ne parle pas non plus des types d'esprit qui ont prévalu dans le temps tel qu'on le remarque chez Weber, il situe le XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle des Tudors comme le temps des prémices de la naissance de l'économie libérale, avec la confiscation des terres arables et leur transformation pour l'élevage. Par rapport aux autres auteurs, Polanyi va encore plus loin en établissant une distinction entre l'économie et le marché et découvre que le désencastrement de l'économie et son devenir en économie de marché est de nature artificielle. Selon lui, le marché n'existait pas dans les sociétés traditionnelles. L'économie dans les sociétés traditionnelles était hors du libre marché qui n'est pas du tout le fruit d'une évolution naturelle et universelle dont les prémices auraient été présentes dans les organisations sociales les plus éloignées dans le temps, en particulier sous la forme du troc, comme l'expliquent les libéraux tels qu'A. Smith

(2002) à partir de la « main invisible » et F. Hayek (1988) à partir de l'« ordre spontané ».

L'économie a selon K. Polanyi (1983) commencé par se désencastrier de la société d'abord au XIV<sup>e</sup> siècle à partir de l'expropriation des terres arables par la dynastie anglaise pour les transformer en terres de pâturages en vue du gain. La terre est devenue un élément industriel, une marchandise. Ensuite, en 1834 le travail est aussi devenu un élément industriel par l'abolition délibérée du « droit de vivre » ou d'assistance aux pauvres à Speenhamland (K. Polanyi, 1983, p. 140). Le travail qui était encasté socialement se désintègre des solidarités et cesse d'être une valeur d'usage pour devenir une valeur d'échange. La terre et le travail qui étaient des éléments de don et de solidarité deviennent des marchandises convertibles en monnaie et soumis aux lois d'achat et de vente. C'est donc à partir de cette date que s'est désencastée l'économie de la société pour devenir l'économie libérale ou l'économie de marché ou encore le marché dit autorégulateur.

Dans ce contexte, le marché dit autorégulateur a connu une expansion mondiale en transformant la psychologie de l'homme social en mobile de gain. Par conséquent, l'économie a pris une ascendance sur la société et au lieu que l'économie soit encastée dans les relations sociales, ce sont les relations sociales qui sont encastées dans le système économique. Or, une économie de marché ne peut fonctionner que dans une société de marché ; c'est pourquoi la société est devenue l'appendice de l'économie. L'organisation sociale s'est placée sous une dépendance, celle des buts du capitalisme : profit et expansion des marchés : K. Polanyi (1983, p. 21-22) écrit :

Notre hypothèse est que l'idée d'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et la naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans détruire et sans transformer son milieu en désert [...] sans briser l'organisation sociale qui se fondait sur lui.

L'expression la « Grande Transformation » décrit ce phénomène unique dans l'histoire des sociétés humaines et explique le sens réel de l'autonomie de l'économie par rapport à la société, autonomie louée par les penseurs libéraux comme signe de progrès et d'émancipation. Ils n'ont pas compris selon Polanyi qu'ils échangeaient un despotisme pour un autre, beaucoup plus dangereux. Mais quelles conséquences ce désencastement a-t-il produit sur le reste de la société ? Le désencastement a-t-il favorisé le bien-être social ? Selon Polanyi, les conséquences du désencastement de l'économie vis-à-vis de la société sont désastreuses.

### **3. Ré-encastrement de l'économie dans la société**

La définition substantive de l'économie stipule, selon K. Polanyi (1983, p. 74-75) que « les relations sociales de l'homme englobent, en général, son économie ». Le sens substantif tire manifestement son origine de la dépendance de l'homme « de la nature et des autres hommes pour son existence matérielle » (K. Polanyi, 2007, p. 74), c'est-à-dire pour assurer sa survie. Il renvoie harmonieusement à l'échange entre l'homme et son environnement naturel et social. Cet échange lui fournit les moyens de satisfaire ses besoins matériels. L'homme subsiste, en effet, en vertu d'une interaction institutionnalisée entre lui-même et son environnement social. Le sens formel de l'économie, quant à lui, a une origine entièrement

différente. Il découle non seulement de la relation des moyens aux fins, mais aussi le fait de maximiser ou de tirer le meilleur parti possible des moyens disponibles. Cela signifie que le marché n'est pas le fruit d'un processus autorégulateur naturel. Il faut donc établir une différence entre l'économie et le marché.

Cette distinction entre l'économie et le marché permet de saisir le fond de la transformation de l'économie de marché. En effet, pour K. Polanyi (1989, p. 89), l'économie n'est pas le marché : « les marchés sont des institutions qui fonctionnent principalement à l'extérieur, et non à l'intérieur d'une économie ». Ils sont les lieux de rencontre du commerce, entendu comme une activité consistant dans l'achat, la vente, l'échange des marchandises, de denrées, de valeurs, dans la vente de services ou mieux dans l'activité de celui qui achète les objets pour les revendre. Précisément, « un marché est le lieu de rencontre aux fins de troc ou d'achat et de vente ». (K. Polanyi, 1983, p. 87). Par contre, l'économie est un processus institutionnalisé. Historiquement, elle a précédé le marché. Selon K. Polanyi (1983, p. 71), « avant notre époque aucune économie n'a jamais existé qui fût, même en principe, sous la dépendance des marchés ». Le marché n'est pas donc le résultat d'un processus naturel.

C'est pourquoi, la théorie de l'économie de ruissellement qui dérive de la vision libérale du désencastrement est un mythe. Les faits démentent que la croissance économique profite à tous et même aux pauvres qui se trouvent au bas de l'échelle. L'expropriation des terres arables et leur transformation en terre de pâturages pour la laine aurait des conséquences alarmantes sur la société. La propriété foncière était publique et l'exploitation était collective dans le champ ouvert ou commun. Mais avec l'expropriation, les terres deviennent identifiables comme propriétés individuelles et pourront être vendues facilement. On assiste à la naissance de l'économie de rente. La terre devient un facteur de production échangeable sur un marché, alors qu'avant la date de l'abrogation des lois sur le « droit de vivre », en 1834, les contraintes sociales empêchaient que les terres soient cédées au prix fixé par l'offre et la demande.

Le développement des enclosures correspond à l'apparition du capitalisme agraire. Il y a désormais des hommes sans terres qui vont se livrer aux activités de servage à domicile. Un effet négatif naît : l'exode des paysans expulsés. La terre devenue désormais une marchandise ; ses espèces et ses ressources seront liquidées pour le gain. C'est la naissance des problèmes écologiques. Le mouvement se double d'un remembrement qui permet de regrouper les terres en entités plus rentables. Les petits tenanciers, privés de l'accès au champ communal, vont avoir de plus en plus du mal à survivre et devront aller vendre leur force de travail dans les industries lainières à domicile en villes. Car désencaster la terre et le travail et les transformer en marchés revient également à soumettre la nature et l'homme aux lois de l'offre et de la demande.

Ainsi, le communautarisme, marqué par la solidarité, cède peu à peu le pas à l'individualisme caractérisé désormais par la propriété individuelle. Les hommes sont par conséquent confrontés à une crise jamais connue : la famine. Ce qui explique aujourd'hui les conséquences désastreuses notamment, les inégalités sociales, les crises socio-politiques, la rivalité entre les États, le chômage, le terrorisme, la délinquance dans l'économie, la création des entreprises monétaires fictives tournées vers l'escroquerie, la criminalité économique et financière, la cybercriminalité et ses

dérivées telles, les arnaques, etc. Ces conséquences sont aujourd'hui des problèmes majeurs dans tous les États en général et les États africains en particulier.

Le triomphe du libéralisme sur le communautarisme au XIX<sup>e</sup> siècle, siècle de la révolution industrielle, de la promotion de la propriété privée conduit J. Stiglitz (2003) à dire que le capitalisme « perd la tête ». Il a produit plus les inégalités sociales, le paupérisme dans les sociétés africaines, le chômage, les licenciements dans les entreprises, les récessions, l'abus de l'exploitation de la nature, le gaspillage des ressources naturelles, la criminalité économique et financière, les entreprises monétaires d'escroquerie entre autres. En plus de ces pathologies sociales et économiques, nous faisons aujourd'hui face aux crises sanitaires révélant les faiblesses des théories libérales de l'individualisme qui dérive du désencastrement social de l'économie de marché. Si nous réclamons toujours ce qui va de notre intérêt et nous faisons fi de ce que nous causons de nuisible sur l'ensemble, nos intentions ne sont pas libératrices et non plus justes. Il est donc important de ré-encastrier l'économie dans la société dans le sens de la propriété sociale et l'économie sociale et solidaire, fondements de la justice sociale.

La propriété sociale permet en effet à l'homme de coproduire avec les autres, de co-répondre aux différentes crises de la modernité, de rétablir une justice intergénérationnelle fondée à la fois sur la solidarité horizontale et la justice verticale. La solidarité horizontale est une coopération entre les générations présentes. La solidarité verticale consiste à penser aux générations futures ; une manière d'être reconnaissant envers les générations passées qui nous ont légué les ressources naturelles comme trésor commun. Il faut donc ressortir de la justice sociale les valeurs humaines telles que la cohésion sociale, l'amour, le sentiment de solidarité. Ces valeurs rendent légitime l'idée du ré-encastrement de l'économie dans la société et plaident une économie sociale et solidaire.

L'économie sociale et solidaire est le lieu où se croisent, sans s'y dissoudre, les intérêts individuels. Elle repose sur des chaînes de valeurs ou des associations de production s'entraîdant entre elles. Car en vertu d'un lien indissoluble entre l'homme et son environnement social et naturel, l'individu ne peut gagner sa liberté et fonder sa personnalité que dans sa relation à autrui et à la nature. Le ré-encastrement de l'économie dans la société vise à étendre les libertés individuelles en accord avec la communauté et la nature qui nous octroient notre liberté et dont nos productions et notre enracinement dépendent. L'individu en cherchant son mieux-être s'allie à la fois à la société et à la nature sans lesquelles il ne peut rien produire. Ainsi, dans l'entraide, dans la coopération, dans l'économie solidaire et sociale, les intérêts de l'individu ne sont pas exclus. Car les associations de solidarités fonctionnent en interaction suivant l'esprit de l'altruisme, de mutualité et le principe selon lequel nous avons une propriété collective. L'environnement, le social et les recettes publiques qu'on s'approprie constituent en réalité des propriétés collectives.

Le ré-encastrement par l'économie sociale et solidaire peut pour ainsi dire réduire les crises environnementales, les instabilités sociales et politiques, etc. Il faut donc poser en principes que quand la société est moins divisée, tout le monde en bénéficie ; et l'égalité, la stabilité sociale et politique sont entre autres ces bénéficiers. Pour cela, il faut fédérer les efforts individuels en resocialisant l'économie de marché. La séparation de l'économie vis-à-vis de la société étant de nature institutionnelle et non naturelle et irréversible, il convient donc de rétablir le lien

entre elle et les structures sociales. Cette articulation consiste à trouver un pont entre l'économie de marché et les structures sociales. Il s'agit de rétablir le lien entre l'économie et la société par la réglementation. Celle-ci doit être fondée sur une justice sociale dont le contenu repose sur l'égalité des chances, l'équité intergénérationnelle et la durabilité. Garantir l'égalité des chances, c'est financer l'éducation et permettre aux enfants des milieux moins lotis d'avoir les mêmes chances que ceux des milieux favorisés. Cela revient aussi à résoudre le problème de l'emploi et les moyens d'autonomie, car selon l'analyse de J. Stiglitz (2003, p. 493), « aucune chance n'est plus importante que l'emploi ». C'est elle qui permet de « donner aux gens les moyens de l'autonomie afin qu'ils puissent orienter leur vie et tirer le maximum de leurs potentialités » (J. Stiglitz, 2003, p. 496).

L'égalité des chances et la garantie de l'emploi sont les éléments de la justice sociale dont profitent les générations présentes. L'équité intergénérationnelle et la durabilité exigent d'aller au-delà de cette préoccupation de l'égalité et de la justice parmi les vivants d'aujourd'hui et de prendre en compte celles entre les générations, parce que notre croissance ne doit pas s'accomplir aux dépens du bien-être des générations futures. C'est pourquoi il convient de s'inquiéter au sujet de la dégradation de l'environnement, car si nous polluons l'atmosphère, et si nous agissons sur le climat en augmentant les concentrations de gaz à effet de serre pour des mobiles de gain, nous risquons de compromettre notre vie et celle des générations à venir. Rétablir ainsi le lien entre l'économie et à la société à partir d'une réglementation fondée sur la justice sociale, c'est renouer la solidarité entre l'homme et la nature aussi bien dans la durabilité que dans la conservation des ressources naturelles dont nous dépendons.

## **Conclusion**

Au demeurant, notre préoccupation principale était de déterminer la nature de la relation entre l'économie et la société. L'approche comparative et analytique que nous avons adoptée montrent que l'économie dans les sociétés anciennes était encadrée dans les relations sociales. Toutefois, elle s'est désencadrée dans les sociétés modernes. C'est donc dans la modernité que l'économie s'est désencadrée par l'esprit capitaliste pour devenir l'économie de marché avec des incidences désastreuses en termes d'inégalités sociales qu'il faut réduire à partir de la réglementation sociale. Nous ne vivons plus dans les sociétés traditionnelles, mais dans les sociétés modernes et libérales où le désir du gain est poussé jusqu'à un niveau où ce qui est économique semble prendre le dessus sur ce qui est social. Mais désencadrer l'économie, c'est l'isoler de la société et la prendre pour capable d'organiser toute seule la croissance économique. Ce qui n'est pas possible. L'économie ne peut croître en dehors de la société pour rendre service à l'humanité. Même si la société, par ses lois, est contraignante, elle demeure le site de développement de toutes les activités. Dans la mesure où le désencastrement de l'économie de la société est source des inégalités sociales, de la criminalité économique et bien d'autres pathologies sociales, l'individu est exposé à l'insécurité sociale. Il faut donc repenser le rapport entre l'économie et la société. Loin de vouloir noyer l'économie dans la société et l'empêcher d'évoluer, il s'agit de l'articuler avec la réglementation sociale, afin qu'elle fonctionne conformément aux exigences de la

justice sociale, et qu'elle soit en harmonie avec la nature et plus utile pour l'humanité.

### Références bibliographiques

ARISTOTE, 2008, *La politique*, Paris, Librairie de Ladrance.

BRAUDEL Fernand, 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, tome 2, Paris, Armand Colin.

HAYEK Friedrich August von, 1988, *La présomption fatale. Les erreurs du socialisme*, Paris,

MARX Karl et ENGELS Friedrich, 1975, *Critique des programmes de Gotha et d' Erfurt*, Édition électronique réalisée par Vincent Gouysse, Pékin, Éditions du peuple.

MARX Karl, 1976, *Le capital*, traduit de l'allemand par Joseph Roy, Paris, Éditions sociales

MAUSS Marcel, 2002, *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Chicoutimi, Cégep.

POLANYI Karl, 1983, *La Grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.

POLANYI Karl, 2007, « Le sophisme économiciste », *Revue du MAUSS*, 2007/1 n° 29, DOI : 10.3917/rdm.029.0063, p. 63-79.

ROUSSEAU Jean-Jacques, 1971, *Discours sur les sciences et les arts* suivi de *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, Garnier-Flammarion.

SMITH Adam, 2002, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, traduction électronique, Québec, Chicoutimi.

STIGLITZ Joseph, 2003, *Quand le capitalisme perd la tête*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Paul Chemla, Paris, Librairie Arthème Fayard.

WEBER Max, 2002, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, Québec, Chicoutimi.